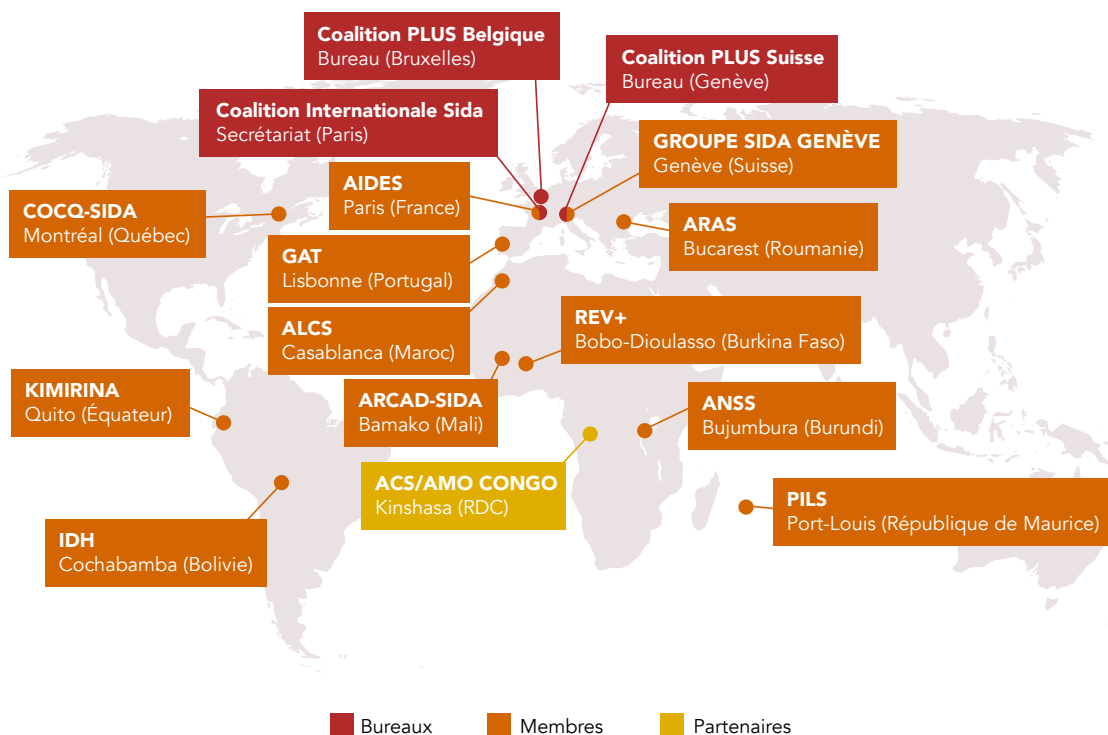


RAP PORT D'ACTIVITÉS 2015



Un mouvement communautaire pour mettre fin au sida...

Coalition PLUS a été créée en 2008 avec l'ambition de bâtir une union internationale d'organisations non gouvernementales (ONG) qui mettrait au centre de ses actions la démarche communautaire. Objectif : faire en sorte que les personnes infectées, affectées ou vulnérables au VIH/sida soient systématiquement impliquées dans les processus décisionnels, de réalisation et d'évaluation liés aux programmes de lutte contre la pandémie. Coalition PLUS s'est en effet construite sur une vision commune à tous ses membres : ce sont les personnes qui vivent avec le VIH ou les plus exposées au virus qui sont les plus légitimes à exprimer leurs besoins. Elles doivent par conséquent être impliquées dans tous les dispositifs thérapeutiques, de prévention, de gouvernance, de recherche ou encore de plaidoyer qui les concernent. Placer ces personnes au cœur de la lutte, reconnaître leur expertise communautaire à sa juste valeur, c'est non seulement pouvoir compter sur leur responsabilisation accrue, mais également gagner en efficacité des actions engagées.



Un réseau fort à l'international pour que personne ne soit oublié...

Coalition PLUS s'est progressivement ouverte depuis sa création à des associations répondant à l'intégralité de ses critères d'adhésion. Elle rassemble aujourd'hui l'expertise d'acteurs majeurs et historiques de la lutte contre le VIH/sida à l'international. Des ONG communautaires du Nord et du Sud, reconnues pour leur efficacité et leur bonne gestion, dont les militants luttent quotidiennement sur le terrain pour faire barrage à une épidémie dévastatrice. En 2016, notre union compte 13 organisations adhérentes actives dans autant de pays : Bolivie, Burkina Faso, Burundi, Equateur, France, Mali, Maroc, Portugal, Québec, RDC, Maurice, Roumanie et Suisse. Toutes se mobilisent aux quatre coins du globe pour que l'accès effectif et universel aux soins, aux traitements et à la prévention devienne réalité. Le tout, selon un principe essentiel de solidarité Nord/Sud.

TABLE DES MATIÈRES

MOT DE LA PRÉSIDENTE	4
VIE ASSOCIATIVE.....	5
Assemblée générale 2015	5
IDH devient membre de Coalition PLUS.....	5
PLATEFORMES SOUS-RÉGIONALES	6
Projet Transfert de AIDES.....	6
Plateforme Europe	7
Plaidoyer décentralisé.....	8
SECRETARIAT DE COALITION PLUS	10
Programme Recherche.....	10
Programme Plaidoyer.....	12
Programme Gestion financière.....	14
Programme Communication & Collecte	16
RAPPORT FINANCIER.....	18
Résumé.....	18
Produits et charges	19
Commentaires sur le bilan 2015.....	19
Bilan actif.....	20
Bilan passif	21
Compte de résultat (1/2).....	22
Compte de résultat (2/2).....	23
Emplois	24
Évolution des emplois (2009-2015).....	24
Ressources.....	25
Évolution des ressources (2009-2015).....	25
DEVENIR DONATEUR	26
Agissons ensemble : vos dons font nos actions !.....	26

Remerciements

Le présent rapport d'activité est un reflet partiel des nombreux services et projets conduits ou mis en place par nos adhérents et notre Secrétariat aux quatre coins du monde en 2015. Des activités et prestations tournées vers les communautés qui en ont le plus besoin, pensées pour et par ces dernières, qui ne pourraient tout simplement pas voir le jour sans l'engagement inconditionnel de milliers de militants et volontaires portant quotidiennement les combats et valeurs de Coalition PLUS sur le terrain. A ces alliés de tous les jours et compagnons de route, nous tenons à adresser nos plus chaleureux remerciements.

En 2015, Coalition PLUS a été financée dans une très large mesure par les dons privés, ainsi que par son membre français AIDES ; ce qui lui permet de revendiquer une certaine indépendance dans la poursuite de ses activités. Toutefois, outre les ressources indispensables provenant des programmes de collecte de dons qu'elle mène dans différents pays, notre union a pu compter sur le précieux soutien de bailleurs de fonds, contribuant ponctuellement ou durablement au financement de ses programmes. A ces partenaires et donateurs, privés ou institutionnels, nous tenons à exprimer notre plus sincère reconnaissance.

Les idéaux que nous défendons n'ont de valeur que parce que vous les partagez avec nous. Merci.



Coalition PLUS est labellisée « Don en confiance » par le Comité de la Charte. À ce titre, elle respecte les règles de la Charte sur le don en confiance en matière de transparence financière et de bonne gestion des dons.

La lutte avance et nous tenons bon

L'année 2015 a été marquée par un climat de crise et de violence particulièrement lourd au Sud comme au Nord. Pour nos adhérents africains, ceci s'est traduit notamment par des attentats au Mali et des tensions politiques au Burkina Faso. Au Burundi, c'est une grave crise politique qui a une nouvelle fois plongé le pays dans le chaos. L'Europe n'a pas été épargnée. La situation de centaines de milliers de migrants fuyant les zones de conflits en quête d'un avenir meilleur est aussi dramatique qu'inacceptable. Et Paris, siège de notre union, a également été frappée par le terrorisme lâche et meurtrier visant quotidiennement les populations civiles aux quatre coins du globe.

Malgré des obstacles de toutes natures, la lutte avance et nous tenons bon, solidairement unis comme le permet Coalition PLUS. L'activité de notre union a même connu un regain extrêmement important cette année ; preuve s'il en est que rien ne nous arrêtera dans la course à l'objectif que nous nous sommes fixés collectivement : un monde sans sida.

Le présent rapport d'activité rend compte de manière détaillée de ces nombreuses réalisations, ainsi que des projets initiés ou envisagés en 2015. Ce passage à l'échelle en termes de projets, de budgets et de ressources humaines a d'ailleurs amené nos Administrateurs à voter une restructuration de notre Secrétariat en une direction quadripartite pour les quatre programmes-clés de l'union : Plaidoyer, Recherche, Gestion financière et Communication & Collecte. Celle-ci se mettra progressivement en place dès le début de 2016 et permettra de piloter de manière efficace cette montée en puissance.

Aucun doute possible : notre mouvement communautaire fonctionne à plein régime et nos réussites sont nombreuses. Coalition PLUS est aujourd'hui présente sur de très nombreux fronts de la lutte contre le VIH/sida et a gagné sa reconnaissance au niveau international. Par le biais de ses organisations membres, elle parvient à transformer le visage de cette lutte au Nord comme au Sud. En première ligne sur le terrain, des milliers de militants dont vous êtes, faisant quotidiennement rempart à une épidémie dévastatrice, nourrie par l'ignorance, la violation des droits humains et l'indifférence politique. Mes pensées solidaires et amicales s'adressent à vous toutes et tous qui portez nos valeurs et combats.

Hakima Himmich
(Présidente de Coalition PLUS)



Professeur de médecine, ancien chef d'un service hospitalier, membre du comité d'experts qui conseille la direction exécutive de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Hakima Himmich a consacré sa vie entière à lutter aux côtés des personnes séropositives. Présidente de l'Association de lutte contre le sida (ALCS), membre marocain de Coalition PLUS, elle a été élue à la présidence de notre union en 2012 et réélue à ce poste en 2014 pour un second mandat de deux ans.

Assemblée générale 2015

Les principes chers à Coalition PLUS d'égalité entre associations membres et de décentralisation de ses activités, expliquent que les réunions de son Conseil d'administration (CA), de même que ses Assemblées générales (AG) soient organisées en tournus dans les différents pays dans lesquels notre union est représentée, plutôt que systématiquement en son siège parisien. Ainsi, c'est l'association GAT au Portugal qui en 2015 s'est proposée d'accueillir et de co-organiser notre AG annuelle à Lisbonne. Un grand merci à nos collègues de GAT pour leur fabuleux accueil.



IDH devient membre de Coalition PLUS



Membre de la Coalition Internationale Sida 

Basée à Cochabamba (Bolivie) et partenaire de notre union depuis 2012, l'association IDH [Instituto para el Desarrollo Humano - Institut pour le Développement Humain en espagnol] est devenue la douzième association membre de Coalition PLUS à l'occasion de notre Conseil d'administration du 6 février 2015. Créée en 1997, IDH est principalement active dans le domaine de la lutte contre le VIH/sida. Très engagée dans le champ de la prévention du VIH et des autres infections sexuellement transmissibles auprès des jeunes et des populations les plus vulnérables à l'épidémie,

elle œuvre par ailleurs avec force depuis sa création à la promotion et au respect des droits fondamentaux des personnes séropositives vivant sur sol bolivien. Cette organisation non gouvernementale s'est en effet toujours battue pour favoriser l'acceptation et l'inclusion des personnes vivant avec le virus au sein de la société bolivienne, en les aidant à revendiquer leurs droits et en les impliquant dans diverses activités (manifestations, colloques, etc.). Elle contribue également depuis près de 20 ans à améliorer les connaissances en matière de VIH/sida de milliers d'étudiants en médecine, par le biais de cours et en leur livrant des témoignages de personnes infectées.

Les jeunes de 15 à 24 ans sont parmi les plus touchés par le VIH en Bolivie, généralement au cours de leurs premières expériences sexuelles. Consciente du défi que cela constitue, IDH organise chaque année depuis 18 ans « ExpoSida-ExpoVida » grâce à la mobilisation de près de 120 volontaires. Il s'agit du plus important événement de prévention du pays, attirant entre 18 000 et 20 000 jeunes provenant des quatre coins de la Bolivie et de pays voisins. Au programme de cette exposition unique en son genre : la prévention du VIH et des autres infections sexuellement transmissibles (IST) - indispensable pour informer les jeunes devenant sexuellement actifs -, mais également la question des orientations sexuelles et identités de genre ou encore du respect des différences.

PLATEFORMES SOUS-RÉGIONALES

PLATEFORMES

Projet Transfert de AIDES

Un nouveau projet de deux ans a démarré en 2014, qui s'inscrit dans la continuité des actions internationales de AIDES en faveur du renforcement de capacités des associations de lutte contre le VIH/sida menées depuis 2005. Baptisé Transfert, il vise l'accompagnement à la création et l'empowerment de 4 plateformes sous-régionales d'appui aux associations de lutte contre le VIH/sida sur les régions Moyen-Orient et Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale et de l'Est, et Océan Indien. Financé par l'Agence française de développement (AFD) à 60% et AIDES à 40% pour un montant total de près de 2 500 000 €, ce projet devrait aboutir fin 2016. Bien que porté par AIDES, il s'articule autour de plusieurs associations membres de Coalition PLUS, chacune chargée de la coordination d'une plateforme. Ce travail permettra ainsi à notre union d'asseoir son poids politique international, tout en soutenant un nombre beaucoup plus important d'associations communautaires alliées de l'union dans les sous-régions où celles-ci interviennent.

Plateforme Moyen-Orient et Afrique du Nord

MENA

Les 4 associations constituant pour l'heure la plateforme sous-régionale Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) sont l'APCS (Algérie), l'ATL-MST Sida (Tunisie), SOS Pairs Educateurs (Mauritanie) et l'ALCS (Maroc). Cette dernière, membre marocain de Coalition PLUS, est chargée de la coordination du dispositif.

Plateforme Afrique de l'Ouest

PAO

Réunissant 8 pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal et Togo), ainsi que 19 associations pour l'heure, la plateforme Afrique de l'Ouest (PAO) est pilotée par ARCAD-SIDA, membre malien de Coalition PLUS, en lien avec REVS+ au Burkina Faso.

Plateforme Afrique centrale et de l'Est

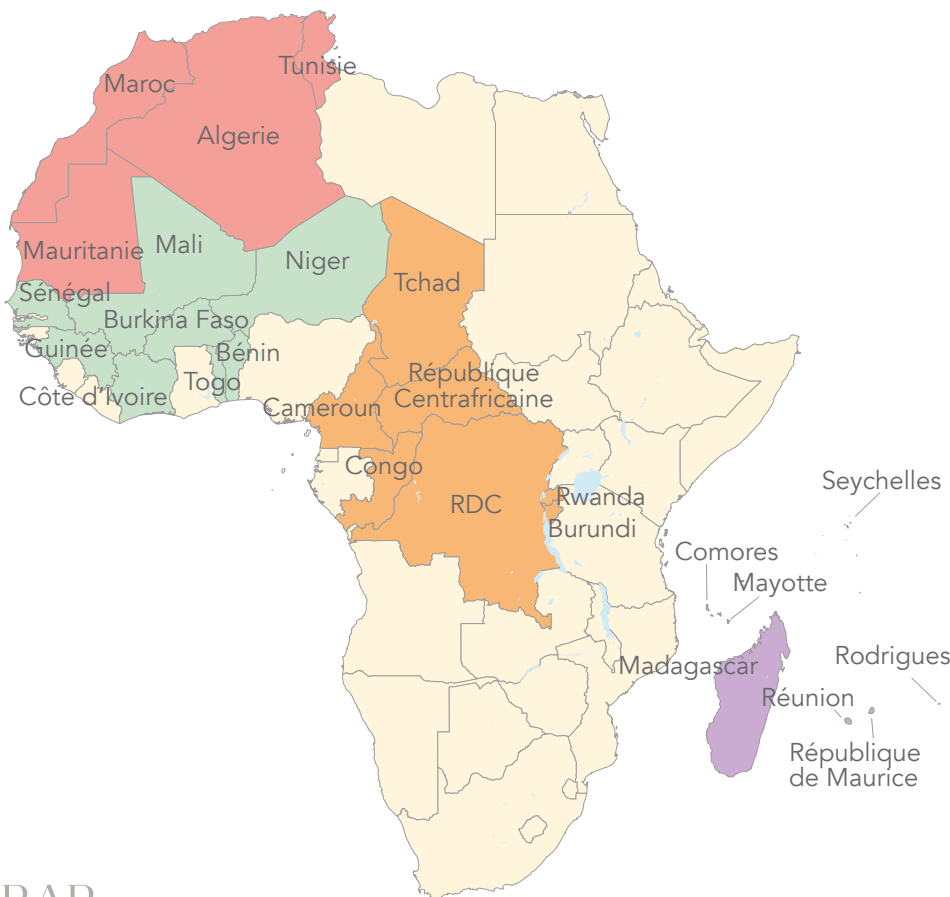
PACE

Pilotée par l'ANSS, membre burundais de Coalition PLUS, la plateforme sous-régionale Afrique centrale et de l'Est (PACE) regroupe pour l'heure 16 associations bénéficiaires et couvrira à terme jusqu'à 7 pays (Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Congo, RDC, Rwanda et Tchad).

Plateforme Océan Indien

PFOI

La plateforme Océan Indien (PFOI) devrait à terme se structurer autour de 7 pays/territoires (République de Maurice, Madagascar, Seychelles, Comores, Rodrigues, Mayotte et Réunion). Totalement intégrée dans la structure de PILS, membre mauricien de Coalition PLUS qui la pilote, sa gouvernance est assurée par son CA en lien direct avec un comité de pilotage composé de représentants des associations et avec l'appui d'un chargé de mission de AIDES.



Plateforme Europe

Après le lancement des 4 plateformes sous-régionales africaines (voir p. 6), facilité par l'obtention de financements de l'AFD via AIDES, les adhérents européens de Coalition PLUS se sont réunis pour échanger autour de la mise en place d'une plateforme Europe répondant à leurs besoins et attentes spécifiques. La première réunion s'est déroulée à Bucarest au mois d'août 2014 en présence de représentants de ARAS (Roumanie), AIDES (France), GAT (Portugal) et du Groupe sida Genève (Suisse), ainsi que d'un membre du Secrétariat de Coalition PLUS. La plateforme Europe est née suite à cette rencontre. Depuis lors, les quatre organisations partenaires développent des actions communes de plaidoyer et de renforcement des capacités. Coordinée par AIDES, la plateforme Europe de Coalition PLUS a notamment pour domaines d'activités l'accès aux traitements contre le VIH et l'hépatite C, les droits humains en lien avec le VIH et les groupes vulnérables.



En mai 2015, nos quatre membres se sont réunis au Groupe sida Genève pour une session de travail de deux jours. A cette occasion, ils ont reçu Khalid Tinasti, analyste politique et coordinateur du groupe européen à la Global Commission on Drug Policy, pour une discussion sur la politique internationale en matière de drogues. Le groupe s'est également réuni à Bucarest les 2 et 3 octobre. Lors de cette rencontre, un état d'avancement des dossiers portés par les membres de la plateforme a été réalisé. Ainsi, AIDES avance sur les nouvelles stratégies de prévention dont la PrEP en Europe, GAT poursuit son engagement dans l'accès aux nouveaux médicaments de l'hépatite C et représentera Coalition PLUS au forum européen de l'UNGASS 2016 sur les drogues, le Groupe sida Genève poursuit sa réflexion sur l'adaptation de référentiels pour l'accès au soin des migrants en situation irrégulière en Europe et ARAS a pu finaliser un profil de poste pour recruter un salarié en charge du plaidoyer pour l'accès aux financements européens. L'année 2016 sera consacrée à l'avancement de ces dossiers.



Plaidoyer décentralisé

Cofinancé par l'Agence française de développement (AFD), le projet Plaidoyer décentralisé porté par Coalition PLUS vise à baser des postes salariés de plaideurs dans chacune des 4 plateformes africaines du projet Transfert porté par AIDES (voir p. 6) et à renforcer les capacités de plaidoyer des organisations chargées de les piloter. En janvier 2015, l'équipe du programme Plaidoyer de Coalition PLUS s'est ainsi vue renforcée de trois nouvelles plaideuses, basées au sein des associations ARCAD-SIDA (Mali), ALCS (Maroc) et PILS (République de Maurice). Avec le quatrième plaideur déjà en place à l'ANSS (Burundi), Coalition PLUS compte donc désormais 4 collaborateurs basés hors siège et hébergés au sein d'associations membres, en charge de faire du plaidoyer à la fois national, régional et auprès des instances internationales.



BURUNDI

Au Burundi, malgré la crise politique, notre plaideur a continué de travailler sur l'amélioration du circuit du médicament et du système d'information sanitaire, ainsi que sur le développement d'une stratégie de dépistage avancé. Ce travail a notamment contribué à l'amélioration de la prise en charge médicale des personnes séropositives au VIH qui ne sont pas encore sous traitement antirétroviral par l'intégration de services de suivi biologique dans le budget national subventionné par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.



MAROC

Au Maroc, les objectifs poursuivis sont l'amélioration de l'accès au dépistage, de même que l'amélioration du suivi des personnes vivant avec le VIH (PVIH) dans le soin et dans l'accès aux médicaments. La lutte contre les stigmatisations et discriminations à l'encontre des populations clés - et notamment les droits des personnes usagères de drogue - est également une priorité. Parmi les nombreux résultats obtenus, on citera la signature par le ministère de la Santé marocain d'un accord de généralisation de la stratégie Test and Treat [Tester et Traiter] au Maroc. Une stratégie de prévention combinée qui a pour but de donner un accès large au dépistage, ainsi qu'aux traitements antirétroviraux aux populations les plus exposées au VIH.



RÉPUBLIQUE DE MAURICE

À Maurice, les objectifs poursuivis concernent l'amélioration de l'accès aux soins, de même que la préservation des acquis des programmes de réduction des risques liés à l'usage de drogues ou encore la lutte contre la stigmatisation et la criminalisation des communautés les plus vulnérables au VIH. Le plaidoyer mené sur la sauvegarde des programmes de réduction des risques a motivé les instances onusiennes à réagir et concernant plus spécifiquement l'accès à la méthadone, le ministre de la Santé mauricien a fini par infléchir sa position passant de l'annonce de l'arrêt du programme de distribution à l'arrêt des nouvelles inclusions.



MALI

Au Mali, le plaidoyer vise notamment l'accélération de la mise sous traitement des personnes séropositives, ainsi que le renforcement du plan national d'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Notre plaideuse s'attaque également aux ruptures de traitements antirétroviraux pédiatriques et œuvre à l'augmentation de la contribution financière malienne à la lutte contre le sida. Travaillant à rendre les procédures du Fonds mondial plus compatibles avec les associations à base communautaire, son travail a par exemple permis la reprise des ateliers culinaires des femmes séropositives, grâce à l'adoption par le financeur d'un mode de décaissement selon forfait et non sur factures. Impossible en effet de se procurer des factures avec numéro de TVA sur le marché aux légumes de Bamako.

À l'international

Parallèlement à leurs actions locales, les plaideurs décentralisés de Coalition PLUS œuvrent à une feuille de route internationale : la plaideuse Maroc sur l'accès aux médicaments et notamment aux médicaments génériques; le plaideur Burundi sur le fonctionnement du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (FM), afin de contribuer à maximiser l'impact des subventions; la plaideuse Mali spécifiquement sur la politique de gestion des risques du FM faisant obstacle à la bonne mise en œuvre des subventions; la plaideuse Maurice sur la réforme des politiques des drogues.

Au cours de cette première année du projet, le positionnement des quatre plaideurs dans les instances internationales de gouvernance de la lutte contre le sida s'est concrétisé. Ainsi, le plaideur Burundi est devenu membre de la délégation des ONG du Sud au Conseil d'administration (CA) du Fonds mondial. Coalition PLUS est donc désormais représentée dans 2 des 3 délégations société civile au CA du FM; la délégation manquante étant celle des personnes vivant avec le VIH (PVVIH). La plaideuse Maroc quant à elle est membre de la délégation ONG au CA d'UNITAID et a également été intégrée à la délégation EMRO (Eastern Mediterranean Regional Office) du dernier CA du FM; ce qui a permis de pousser la délégation à prendre davantage position sur certains sujets, tels que le danger de baisses de financements pour la région. La plaideuse Maurice est quant à elle l'une des deux représentants de la région Afrique subsaharienne au sein de la Civil Society Task Force (CSTF) et porte également le dossier Droits et Drogues sous les couleurs de Coalition PLUS (voir p. 13). Objectif : alimenter les débats en vue de dépénaliser l'usage de drogues et de réorienter - enfin ! - les budgets faramineux gaspillés dans une contre-productive guerre des drogues vers des dispositifs de réduction des risques qui ont largement fait leurs preuves (salles de consommation à moindre risque, programmes de distribution de substituts aux opiacés et de matériel d'injection stérile, etc.), dans le respect des droits fondamentaux des personnes consommatrices de produits psychoactifs.



Etablissement public au cœur du dispositif français de coopération, l'Agence française de développement (AFD) agit depuis plus de soixante-dix ans pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement dans les pays du Sud. Au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, elle finance des projets, des programmes, des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités.



Placée à la fois sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE), du ministère de l'Economie et des Finances (MINEF), du ministère de l'Intérieur et du ministère des Outre-mer, l'AFD est « l'opérateur pivot » du dispositif français d'aide publique au développement (APD). L'agence présente une originalité par rapport à ses homologues en Europe et même dans le reste du monde, car elle a un double mandat : celui d'une banque de développement et celui d'une agence de coopération.

Pour en savoir plus sur l'Agence française de développement (AFD) : www.afd.fr



RECHERCHE

FARIAT

DE COALITION PLUS

Programme Recherche

Le programme Recherche est géré depuis janvier 2015 par un Chargé de programme basé à Montréal, au sein de la COCQ-SIDA (membre québécois de Coalition PLUS). Il se structure autour de trois axes : le développement de projets collectifs, le soutien technique en recherche et la promotion de la recherche communautaire hors réseau associatif. Le programme valorise et investit plus particulièrement le domaine de la recherche communautaire, dans laquelle chercheurs et acteurs communautaires collaborent à toutes les étapes du projet de recherche (choix du sujet, méthodologie, recueil et analyse des données, publications, etc.) et s'inscrivent ensemble dans une démarche scientifique axée sur les besoins des communautés.

Étude CohMSM

En Afrique comme ailleurs, les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH) apparaissent beaucoup plus exposés au risque d'infection par le VIH que les hommes ayant des relations sexuelles avec des femmes exclusivement (prévalences jusqu'à 20 fois supérieures). Malgré cette situation, les HSH sont largement ignorés des programmes de prévention et de prise en charge en Afrique. Des informations sont donc nécessaires pour guider l'élaboration de programmes de santé publique véritablement adaptés aux besoins de prévention de ces hommes.

Financée par l'Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites virales (ANRS) et Expertise France à hauteur de 1,2 millions d'euros sur 3 ans, l'étude de cohorte CohMSM vise à évaluer la faisabilité et



l'acceptabilité d'une offre de prévention trimestrielle auprès de 700 HSH dans 4 pays d'Afrique subsaharienne : Mali, Côte d'Ivoire, Burkina Faso et Burundi. Parmi les principales mesures retenues pour mener à bien cette étude, on retiendra un examen clinique général, génital et proctologique des participants, le dépistage volontaire et systématique du VIH avec initiation immédiate de la prise en charge en cas de test réactif, ainsi qu'un diagnostic complet des autres infections sexuellement transmissibles (IST) avec traitement si nécessaire. Le dépistage annuel de la syphilis, de même que celui du virus de l'hépatite B avec vaccination si besoin, font également partie du dispositif.

Après le Mali, la Côte d'Ivoire est le deuxième site de recrutement à démarrer avec un partenariat entre une association et un institut de recherche. En tant que co-investigateur de l'étude, le programme Recherche de Coalition PLUS s'est rendu en octobre 2015 en mission à Abidjan pour assurer la formation de l'équipe de recherche, accompagné de partenaires de recherche de Montpellier et de Marseille. La cohorte donnera lieu à des publications scientifiques qui nourriront un plaidoyer contre la stigmatisation et la criminalisation des homosexuels.



Brochure de valorisation

Un séminaire de trois jours organisé au mois de novembre 2014 par le programme Recherche de Coalition PLUS avait permis de réunir pour la première fois des représentants des secteurs recherche de nos 13 organisations adhérentes au siège de Coalition PLUS à Pantin. Suite à cette rencontre, les participants et salariés de Coalition PLUS en charge de l'animation de ces journées ont pris la décision de valoriser le contenu de leurs travaux. Résultat : un brochure parue en mai 2015, exposant certains des projets de recherche réalisés par nos associations adhérentes.

Intitulée « La recherche par et pour les personnes vivant avec le VIH : nos associations communautaires se mobilisent », cette brochure expose deux projets de recherche réalisés par chacune des 13 associations adhérentes de Coalition PLUS. Pour chaque projet, il a été décidé de présenter des éléments de contexte permettant de situer la thématique abordée dans son terrain d'investigation, le ou les objectif(s) visé(s) par l'étude, la méthodologie utilisée, les résultats obtenus et enfin les éventuels articles scientifiques publiés à la suite de l'étude. La variété des thématiques investiguées au travers des projets détaillés dans cette brochure illustre la diversité des contextes représentés au sein de notre organisation, caractérisée par sa volonté de rassembler des pays du Nord et du Sud au nom d'une lutte commune contre le VIH/sida.

Retrouvez cette brochure et l'ensemble de nos publications en libre téléchargement sur notre site internet : www.coalitionplus.org/nos-publications



Programme Plaidoyer

Le programme Plaidoyer de Coalition PLUS consiste à mener des actions d'influence auprès des décideurs politiques et des instances publiques nationales et internationales, afin d'améliorer les politiques impactant la lutte contre le VIH/sida. Le programme vise notamment à optimiser l'accès aux droits, à la prévention et aux soins de qualité, en particulier pour les groupes les plus vulnérables à l'épidémie. Il agit également au niveau mondial pour maximiser la mobilisation des ressources destinées à la lutte contre le VIH/sida, accélérer la baisse des prix des produits de santé essentiels et promouvoir certains modèles innovants de financement solidaires, comme la Taxe sur les transactions financières (TTF) ou Taxe Robin des Bois.

Campagne TTF

L'augmentation des financements pour la lutte mondiale contre le sida constitue une priorité absolue de plaidoyer de Coalition PLUS depuis sa création en 2008. Parmi les sources possibles (financement domestique, aide publique au développement, financements innovants, etc.), la Taxe sur les transactions financières (TTF) européenne ou Taxe Robin des Bois est la plus prometteuse : avec 35 milliards d'euros de recettes estimées par an, 10% des recettes annuelles de la TTF européenne représentent à elles seules 25% du financement total du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (FM) sur 3 ans.

En mai 2015, une pétition portée par Coalition PLUS et de nombreux partenaires associatifs en faveur d'une TTF européenne ambitieuse et solidaire atteignait 1 million de signataires et était remise à des décideurs clés à Paris, Berlin, Madrid, Rome et Lisbonne. En septembre, Coalition PLUS et son membre français AIDES participaient à une rencontre avec le Président de la République française François Hollande portant sur la solidarité internationale. À cette occasion, ils lui remettaient cette pétition Robin des Bois, tout en lui rappelant son engagement de maintenir les financements actuels de la France au FM. Alors que la conférence de reconstitution de ce fonds prévue en septembre 2016 se rapproche, réunissant l'ensemble des pays donateurs pour définir son nouveau budget 2017-2019, le ministère des Affaires étrangères français avait en effet proposé de baisser de 40 millions d'euros la contribution de la France en 2015.



L'ONU est pourtant supposée adopter en juin 2016 un agenda historique et prioritaire destiné à accélérer les efforts pour en finir avec l'épidémie de sida d'ici à 2030. Les associations devront donc plus que jamais être en première ligne pour réclamer des financements permettant d'atteindre cet objectif ambitieux, notamment pas l'accès universel au dépistage, aux soins et aux traitements.



Droits et Drogues

Selon le dernier Rapport mondial sur les drogues de l'Office des Nations unies sur les drogues et le crime (ONUDC), 246 millions de personnes dans le monde utilisent des produits psychoactifs illicites et 12.2 millions s'en injectent. L'injection de drogues et le partage de matériel d'injection sont d'ailleurs fortement corrélés à la transmission du VIH et du virus de l'hépatite C (VHC). Ainsi, les injecteurs de drogues font partie des populations les plus vulnérables à ces deux épidémies sur la planète. De même – et cela n'est pas un hasard – qu'ils constituent l'une des communautés les plus violemment réprimées par le système politico-judiciaire mondial. Partant de ce constat, les Administrateurs de notre union ont demandé au programme Plaidoyer de Coalition PLUS lors de leur Conseil d'administration d'avril 2015 d'élaborer une stratégie commune en vue de la Session Spéciale de l'Assemblée Générale de l'ONU (UNGASS) consacrée aux drogues, qui se déroulera en avril 2016. L'UNGASS est en effet la seule entité au sein de laquelle les 193 Etats membres des Nations unies ont une représentation égale et constitue à ce titre un rendez-vous majeur de plaidoyer pour notre union.

Les adhérents de Coalition PLUS partagent une même vision : il est scientifiquement prouvé que les programmes d'échange de seringues ou de distribution de traitements de substitution (méthadone ou Subutex®) à destination des consommateurs de produits psychoactifs par voie intraveineuse permettent de faire chuter de manière drastique le risque de transmission du VIH et du virus de l'hépatite C entre ces personnes, tout comme au sein de leur entourage et donc une partie de la société. Ceci, sans pour autant encourager la consommation de stupéfiants. Ces stratégies de réduction des risques constituent plus concrètement des opportunités, pour des personnes usagères de drogues souvent désocialisées et à la santé précaire, de renouer avec le système de santé et de rompre avec l'isolement. Leur garantir un accès aux soins dont elles ont besoin, à un matériel d'injection stérile et aux traitements de substitution, leur permet non seulement de mieux gérer leur consommation, mais fait également baisser la délinquance qui y est parfois liée. La criminalisation des personnes usagères de drogues réduit à néant ces bénéfices en poussant ces dernières à la clandestinité. Elle est donc une aberration tant sanitaire, qu'économique et sociale, que Coalition PLUS combattra sans relâche partout dans le monde.



« Soutenez. Ne Punissez Pas. » (Support. Don't Punish.) est une campagne mondiale de plaidoyer visant à promouvoir de meilleures politiques des drogues qui mettent la priorité sur la santé publique et les droits humains. La campagne a plus concrètement pour but de promouvoir une réforme des politiques des drogues et de changer les lois et politiques qui entravent l'accès aux interventions de réduction des risques. Criminaliser les consommateurs de drogues, c'est en effet les pousser à la clandestinité et les maintenir à l'écart des dispositifs de prévention et de soins. C'est également les rendre encore plus vulnérables qu'ils ne le sont déjà au VIH/sida, aux hépatites virales et à d'autres infections ou maladies. La journée d'action mondiale de cette campagne se déroule le 26 juin de chaque année. Coalition PLUS et ses membres y participent.

Pour tout savoir de la campagne « Soutenez. Ne Punissez Pas. » (Support. Don't Punish.) : www.supportdontpunish.org/fr



Selon le Rapport annuel des Nations unies sur les drogues, 89 % des consommateurs de drogues illégales sont des consommateurs non problématiques. Au lieu de mettre des gens en prison, donnons des services de santé à celles et ceux qui en ont besoin !

Nathalie Rose
Plaideuse de Coalition PLUS
et PILS basée à Maurice

Programme Gestion financière

Le programme Gestion financière de Coalition PLUS est piloté depuis notre siège de Pantin (France). Il consiste à appuyer et suivre les moyens mis en œuvre par les associations adhérentes de Coalition PLUS pour répondre aux critères de bonne gestion du label de notre union. Le programme vise plus précisément à renforcer les capacités des associations dans leur pilotage financier et la publication de comptes annuels certifiés par un auditeur externe indépendant, gage de transparence, d'efficacité et de crédibilité.

Brochure de capitalisation

Le programme Gestion financière a entamé en 2015 une démarche de capitalisation d'expérience auprès des associations africaines membres de Coalition PLUS ayant le plus bénéficié d'un appui technique depuis la création du programme. Cette capitalisation poursuit deux objectifs : d'une part analyser et décrire le cadre et la méthodologie mise en œuvre dans la conduite du programme Gestion financière depuis 2008, en interrogeant les acteurs et bénéficiaires du programme à partir des expériences de terrain ; d'autre part, valoriser l'appui technique du programme et communiquer les résultats auprès des bailleurs de fonds ou autres interlocuteurs à travers une brochure. Cette démarche a permis de mettre en évidence la nécessité d'un outil de suivi des adhérents sur le parcours de renforcement des capacités en gestion financière. Cet outil devra permettre un meilleur accompagnement de chaque association, du diagnostic des besoins jusqu'à l'évaluation des activités de renforcement qui ont été mises en œuvre. L'outil a été élaboré courant décembre 2015 avec l'ensemble de l'équipe d'appui à la gestion financière pour une utilisation dès 2016.

Retrouvez cette brochure et l'ensemble de nos publications en libre téléchargement sur notre site internet : www.coalitionplus.org/nos-publications



Dans un contexte économique de plus en plus complexe, renforcer la crédibilité des ONG vis-à-vis de l'ensemble de leurs interlocuteurs est devenu primordial. C'est pourquoi, les élus d'une association ont la responsabilité de s'impliquer dans la politique financière de leur association, et de s'assurer qu'elle soit en adéquation avec ses axes stratégiques. Pour cela, ils doivent non seulement être en mesure de comprendre les instruments de gestion financière, mais également de pouvoir prendre des décisions se basant sur une information financière fiable et irréprochable. Il est donc essentiel d'investir dans la mise en place d'un système de gestion de qualité et d'outils de suivi adaptés à leur structure. Coalition PLUS se fait un devoir de soutenir ses membres afin qu'ils soient tous en mesure d'atteindre ces standards de haut niveau.

Hélène Legaré
Trésorière de Coalition PLUS et Présidente de la COCQ-SIDA

Pilotage financier des subventions du Fonds mondial

Financé par Canal 2 / Expertise France, le projet Pilotage financier des subventions du Fonds mondial est un projet en consortium visant à positionner 6 associations de 6 pays africains (Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Mali, Maroc et République de Maurice), dont 5 associations communautaires membres de Coalition PLUS (ARCAD-SIDA, ALCS, ANSS, REVS+ et PILS), comme acteurs de référence en gestion financière dans la mise œuvre des subventions du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (FM). Le consortium est composé de Coalition PLUS, Sidaction et PILS (membre mauricien de notre union). Ce projet a été signé au mois de juin 2015 et permettra notamment de financer des stages et des missions d'appui pour renforcer les capacités des structures bénéficiaires du FM en Afrique. Objectif à terme : être force de proposition en matière de gestion financière auprès des instances du Fonds mondial sur la mise en œuvre des subventions.

L'évènement phare de ce projet cette année a été l'atelier initial réunissant deux ou trois représentants des associations partenaires du projet, ainsi que des invités extérieurs à l'image de représentants de l'association sénégalaise ANCS (réciendaire principal du FM au Sénégal), un représentant de l'unité de renforcement des réciendaires du Fonds mondial, ainsi qu'un interlocuteur d'Expertise France. L'objectif était de permettre aux 6 associations d'élaborer une feuille de route de leurs besoins pour devenir réciendaire modèle du FM. Des temps d'atelier et discussions en plénière se sont succédé et la présence de réciendaires principaux, de représentants du FM et de personnes ressources a permis aux participants de mieux comprendre le fonctionnement de cette organisation internationale, ainsi que les enjeux d'être réciendaire principal. Grâce au partage d'expérience, les associations ont notamment pu capitaliser sur les bonnes pratiques à appliquer dans chaque structure, mais également établir un dialogue entre les participants. Il est par ailleurs ressorti des discussions la proposition d'élaborer un « Guide de justification des dépenses » pour faciliter la mise en œuvre des activités communautaires pour lesquelles il est difficile d'obtenir des factures conformes.



Le Canal 2 de l'Initiative 5% vise à financer des projets de 2 à 3 ans répondant à des besoins programmatiques ou à des problèmes structurels des pays bénéficiaires du Fonds mondial. Les subventions sont attribuées suivant un mécanisme concurrentiel d'appels à projets. Deux thématiques d'appels à projets sont définies par an, qui s'inscrivent dans une logique de renforcement des capacités des pays.

Pour en savoir plus : www.initiative5pour100.fr



Expertise France est l'agence française d'expertise technique internationale, issue de la fusion le 1^{er} janvier 2015 de 6 opérateurs d'assistance technique français (ADECRI, Adetef, FEI, GIP ESTHER, GIP Inter, GIP SPSI). Sa mission est de participer à la politique de coopération, d'aide au développement et d'influence économique de la France.

L'agence promeut l'expertise publique française pour construire des politiques publiques qui répondent aux défis institutionnels, économiques, démographiques, sociaux et environnementaux des pays partenaires. Avec un volume d'activité de 120 millions d'euros, plus de 300 projets en portefeuille dans 80 pays, et 63 000 jours d'expertise délivrés en 2015, Expertise France est l'agence publique de référence de la coopération technique internationale française.

Pour en savoir plus sur Expertise France : www.expertisefrance.fr

Programme Communication & Collecte

Le programme Communication et Collecte est géré depuis 2012 par un Chargé de programme basé à Genève, au sein du Groupe sida Genève (membre suisse de Coalition PLUS). Le volet communication du programme consiste à assurer la bonne visibilité de nos adhérents au travers des médias (presse écrite, télévision, radio, réseaux sociaux, etc.) et lors des conférences nationales et internationales auxquelles notre union prend part. Il est orienté vers les communautés en visant à communiquer par, pour et sur celles-ci dans le contexte des enjeux actuels de la lutte contre le VIH/sida. Le volet collecte du programme consiste quant à lui à soutenir les projets de collecte et de levée de fonds des associations membres, tout en mettant en place des dispositifs analogues à large échelle, dans différents pays, destinés à pérenniser durablement nos ressources et à renforcer notre autonomie financière de même que celle de nos membres.

Programmes de collecte

Coalition PLUS a poursuivi en 2015 sa stratégie de diversification de la levée de fonds à l'international et d'autonomisation financière de l'union, en axant une part prépondérante de ses forces et de ses ressources sur un accroissement des campagnes de collecte de rue hors frontières françaises. Ainsi, en complément du programme que nous menons à Genève (Suisse) depuis 2011 en partenariat avec le Groupe sida Genève, et suite au lancement de notre programme belge en 2014, le premier semestre 2015 a été consacré au montage de deux nouvelles phases test de collecte : la première en Suisse, déployée en fin d'année sur l'ensemble des cantons francophones hors Genève ; la seconde au Maroc, obéissant à une logique de renforcement des capacités de levée de fonds de l'ALCS (membre marocain de Coalition PLUS) et qui verra le jour au premier semestre 2016 en s'implémentant notamment dans certains grands centres commerciaux de Casablanca et Rabat. En parallèle de cela, un soin particulier a été porté au suivi qualitatif de nos différents programmes et nous continuons à investir des efforts importants dans la fidélisation des milliers de donateurs qui nous soutiennent généreusement sur une base mensuelle.



Mobilisation

Les très riches informations et actualités générées par nos différents programmes et ceux de nos organisations membres, sont partagées avec le plus grand nombre via les canaux de communication publics de Coalition PLUS : site internet, Facebook, Twitter, newsletter Pulsation. Nous les relayons également via la presse et les médias, ainsi que dans le cadre de conférences pour toucher les publics aux échelles nationale et internationale. Les réponses au VIH/sida, aux hépatites virales, au paludisme ou à la tuberculose ont ceci de commun qu'elles reposent sur une multitude de facteurs de politique globale, dépassant très largement le seul domaine de la santé et de la recherche médicale. Coalition PLUS se donne dès lors pour mission de sensibiliser ces publics aux enjeux les plus brûlants et prépondérants dans la lutte contre ces épidémies, toutes nourries par la pauvreté, l'ignorance, la violence et le manque de volonté politique. La dénonciation des atteintes aux droits fondamentaux des communautés les plus vulnérables à ces fléaux, de même que celle des inégalités et stéréotypes liés au genre, constituent ainsi des priorités de communication pour notre union. La mobilisation en faveur de financements solidaires et innovants pour des sociétés plus justes dans le domaine de l'accès à la santé également. La promotion de nouvelles approches en matière de santé publique, les Journées internationales de sensibilisation aux revendications et valeurs que nous portons et défendons avec nos partenaires nationaux ou internationaux : l'ensemble de ces problématiques - essentielles à notre action - a fait l'objet de campagnes médiatiques tout au long de 2015 pour une portée des messages toujours grandissante.



FINANCIER

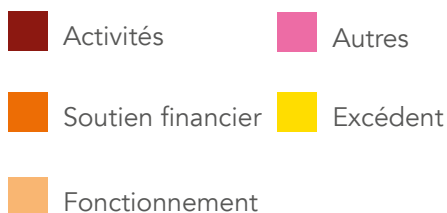
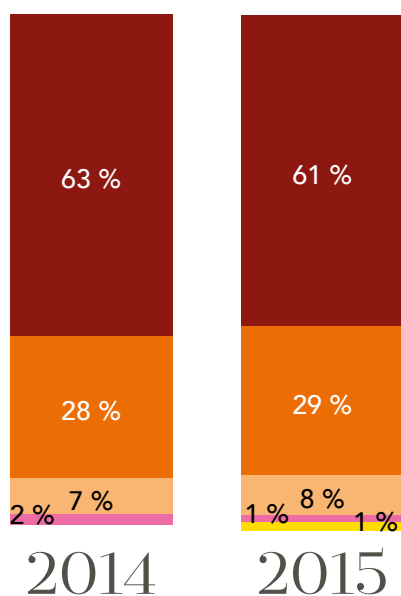
RAPPORT

Résumé

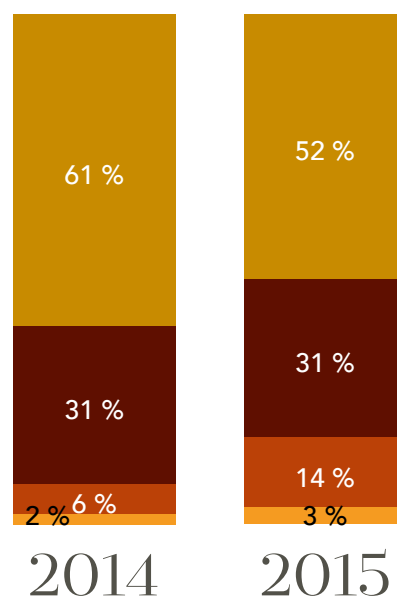
Les comptes annuels 2015 ont été audités et certifiés par le cabinet DEIXIS de commissariat aux comptes. Ils laissent apparaître un résultat excédentaire de

49 K€ (soit 1% du budget réalisé) généré par une hausse de 28% des produits, contre 26% des charges entre 2014 et 2015.

EMPLOIS



RESSOURCES



Les hausses de produits par rapport à 2014 s'expliquent notamment par l'augmentation de l'apport de notre membre français AIDES (+200 K€), des dons issus de la collecte de rue (+289 K€) et des subventions (+406 K€). La structure des ressources indique leur diversification progressive avec l'augmentation de la part des subventions (14% du total du budget contre 6% en 2014) et une diminution de la part des membres par rapport à l'exercice précédent (52% contre 61%). Les dons se maintiennent à un peu moins du tiers de nos ressources.

L'augmentation des charges est liée à la progression des activités à hauteur de +24%, en particulier en raison du démarrage ou de la montée en charge de plusieurs projets financés ou cofinancés par des bailleurs extérieurs. Elle s'explique également par l'augmentation du soutien aux adhérents (+30%) et des charges indirectes de fonctionnement (+47%) en raison du renforcement de notre service financier et de la hausse des charges indirectes accompagnant la croissance générale du volume des activités.

Coalition PLUS a engagé 61% de ses emplois dans les activités courantes (plaidoyer, recherche, vie associative, appui en gestion, communication, collecte, etc.), 29% ont financé le soutien aux adhérents et le fonctionnement représente quant à lui 8% du total. Enfin, le résultat excédentaire représente 1% et les engagements à réaliser sur subvention (aussi appelés « dotation aux fonds dédiés ») moins de 1%.

En matière de santé financière, ce résultat excédentaire contribue à rétablir les fonds associatifs de Coalition PLUS ; c'est-à-dire ses propres ressources. Ceux-ci ont en effet été creusés par le fort investissement en collecte de rue en 2013. Ils se situent désormais à -266 K€ contre -315 K€ l'année précédente. Les prêts octroyés par Coalition PLUS fragilisent sa structure financière. Cette prise de risque est néanmoins permise par le soutien financier de AIDES, membre français de notre union, sans lequel ces investissements n'auraient pas été engagés, ainsi que par les avances des bailleurs sur les subventions et les délais de paiement des fournisseurs. La trésorerie nette est excédentaire de +107 K€ au 31 décembre 2015.

Produits et charges

L'exercice 2015 se solde par un excédent de 49 K€. Les produits (4 220 K€) ont en effet progressé de +28%, soit plus vite que les charges +26% (4 170 K€). Cet excédent représente environ 1% du budget réalisé au cours de l'exercice. Nous pouvons noter une nette augmentation des autres charges de gestion (+464 K€), qui s'explique essentiellement par la hausse du soutien aux adhérents avec l'augmentation du nombre de membres de plein droit bénéficiant de l'apport annuel de 100 K€ par rapport à 2014. Les autres services extérieurs (+195 K€) et les charges de personnel (+186 K€)

augmentent eux aussi significativement, reflétant l'accroissement des activités de Coalition PLUS sur les projets financés par des bailleurs extérieurs. Nous pouvons par ailleurs noter une nette progression par rapport à l'exercice 2014 des subventions d'exploitation en raison de l'obtention par Coalition PLUS de plusieurs projets financés par des bailleurs (+405 K€). La progression des autres produits de gestion courante (+493 K€) s'explique principalement par la hausse de l'apport annuel de AIDES (+200 K€) et des dons collectés (+289 K€).

Répartition des charges par nature (en K€)

Nature de charge	2015	2014	Variation
Autres charges de gestion (apports aux adhérents et subventions)	1 404	939	49%
Services extérieurs (sous-traitance, loyer, charges locatives, etc.)	1 149	1 105	4%
Autres services extérieurs (frais de missions, honoraires, frais bancaires, télécom, etc.)	754	559	35%
Charges de personnel	743	557	33%
Impôts, taxes, vers. assimilés	37	28	32%
Charges financières (intérêts de l'emprunt bancaire)	25	29	-13%
Charges exceptionnelles (charges sur exercices antérieurs)	23	8	177%
Dotations aux amortissement & provisions	18	66	-73%
Achats	18	17	5%
Total général	4 170	3 308	+26%

Répartition des produits par nature (en K€)

	2015	2014	Variation
Autres produits gestion courante (apports des membres et dons)	3 530	3 037	16%
Subventions d'exploitation	605	200	202%
Reprise sur amortissement et provisions	54	8	547%
Transferts de charges	29	61	-53%
Produits exceptionnels	1	0	
Produits financiers	0,5	0,1	262%
Total général	4220	3307	28%

Commentaires sur le bilan 2015

Les Fonds associatifs sont les ressources qui appartiennent à Coalition PLUS. Le résultat excédentaire 2015 contribue à reconstituer ces fonds, que l'exercice 2013 avait détérioré par d'importants investissements réalisés dans la collecte de rue. En effet, une charge d'investissement en collecte de rue ne peut pas être répartie sur plusieurs exercices selon les règles et méthodes comptables françaises, contrairement à ce qui se pratique dans d'autres pays comme la Suisse ou la Belgique, pénalisant ainsi la structure financière de l'association. Nos Fonds associatifs se situent désormais à -266 K€, c'est-à-dire que l'intégralité des ressources de Coalition PLUS sont constituées de ressources qui ne

lui appartiennent pas. Pour une bonne santé financière, il est important de tendre vers un rétablissement de ces fonds, gages de pérennité pour notre union et d'assurance pour nos partenaires financiers (bailleurs, banque, etc.). Les Administrateurs de Coalition PLUS se sont par conséquent donnés l'objectif en 2015 de les reconstituer à hauteur de 100 K€ par an sur la période 2016-2018.

Bilan actif

RUBRIQUES	Brut	Amortissements Provisions	Net 31/12/2015	Net 31/12/2014
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concession, brevets et droits similaires	7 971	7 971	0	0
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immos incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outil. Industriel				
Autres immobilisations corporelles	33 794	28 121	5 674	7 773
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
Participations	3 000	3 000	0	
Autres titres immobilisés	8 799		8 799	11 707
Prêts	1 058 894		1 058 894	616 905
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE (I)	1 112 458	39 092	1 073 366	636 385
STOCKS ET EN-COURS				
Stocks de matières premières				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours de production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
CREANCES D'EXPLOITATION (3)				
Avances, acomptes versés sur commandes	9 951		9 951	
Créances usagers et comptes rattachés	13 251		13 251	25 316
Autres créances	5 967 699		5 967 699	1 022 305
DISPONIBILITES ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	111 126		111 126	139 568
Charges constatées d'avance (3)	5 891		5 891	8 544
ACTIF CIRCULANT (II)	6 107 918		6 107 918	1 195 733
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL	(I à V) 7 220 376	39 092	7 181 284	1 832 118
(1) dont droit au bail				
(2) dont à moins d'un an			231 700	327 376
(3) dont à plus d'un an			3 791 878	519 466

Bilan passif

RUBRIQUES	31/12/2015	31/12/2014
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
<i>dont legs et dons, avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables</i>		
Ecart de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-317 953	-315 908
Résultat de l'exercice (Excédent ou déficit) (4)	49 440	-2 045
Autres fonds associatifs		
Report à nouveau des résultats sous contrôle des tiers financeurs		
Ecart de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	2 232	2 309
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (commodat)		
TOTAL (I)	-266 281	-315 644
Comptes de liaison (II)		
Provisions pour risques et charges		
TOTAL (III)		
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement	10 058	54 164
Sur autres ressources		
TOTAL (IV)	10 058	54 164
DETTES (1)		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	629 425	742 164
Emprunts et dettes financières divers (3)	4 067	6 638,62
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	375 150	165 185
Dettes fiscales et sociales	74 789	43 847
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	553 042	445 274
Produits constatés d'avance (1)	5 801 035	690 490
TOTAL (V)	7 437 508	2 093 598
Ecart de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I à VI)	7 181 284	1 832 118
(1) dont à moins d'un an (à l'exception des av. & acpt. reçus sur commandes en cours)	2 283 832	1 465 108
(1) dont à plus d'un an (à l'exception des av. & acpt. reçus sur commandes en cours)	5 153 675	628 490
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	4 067	6 639
(3) dont emprunts participatifs		
(4) dont compte 1201 : Excédent		
dont compte 1291 : Déficit		
Résultat sous contrôle de tiers financeurs		

Compte de résultat (première partie)

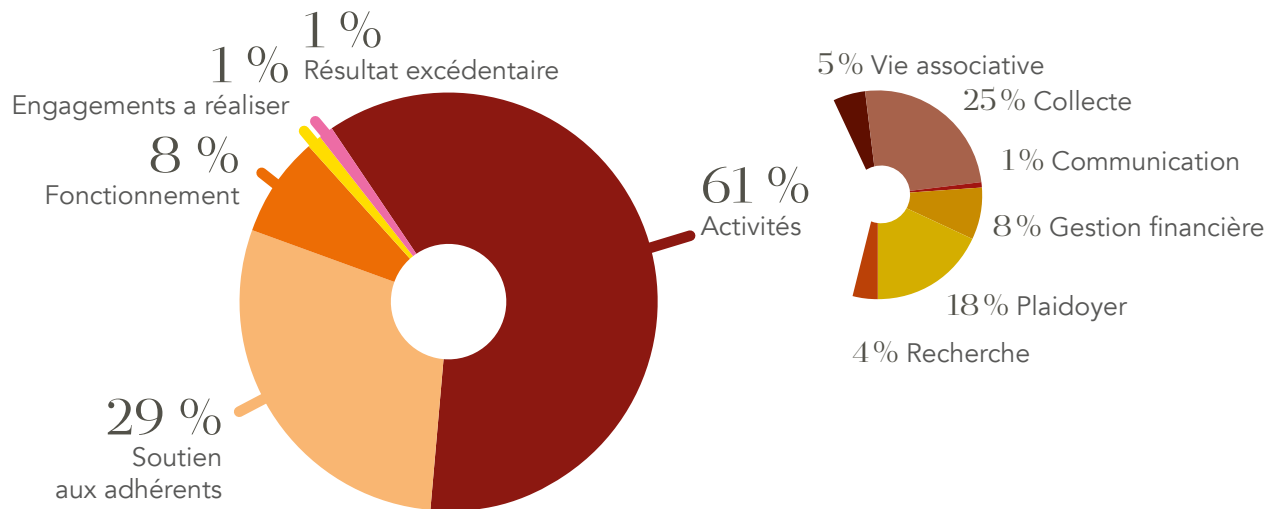
RUBRIQUES	31/12/2015	31/12/2014
Ventes de marchandises		
Prestations de services		
Produits des activités annexes		
MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	605 067	200 268
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	28 930	61 272
Collectes	1 313 382	1 023 955
Cotisations	12 100	10 300
Autres produits	2 204 522	2 002 613
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	(I) 4 164 001	3 298 407
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)		
Autres achats et charges externes	1 920 425	1 680 991
Impôts, taxes et versements assimilés	36 751	27 925
Salaires et traitements	519 273	374 940
Charges sociales	223 416	182 063
Autres charges de personnel		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	4 975	12 271
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant		
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges	1 403 756	939 038
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	(II) 4 108 595	3 217 228
1- RESULTAT D'EXPLOITATION	(I-II) 55 405	81 179

Compte de résultat (deuxième partie)

RUBRIQUES		31/12/2015	31/12/2014
1- RESULTAT D'EXPLOITATION	(I-II)	55 405	81 179
Bénéfice attribué ou perte transférée	(IV)		
Perte supportée ou bénéfice transféré	(IV)		
PRODUITS FINANCIERS			
De participation			
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		285	
Autres intérêts et produits assimilés		102	140
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Différences positives de change		119	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	(V)	507	140
CHARGES FINANCIERES			
Dotations financières aux amortissements et provisions		3 000	
Intérêts et charges assimilées		25 174	29 143
Différences négatives de change		135	42
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	(VI)	28 309	29 184
2- RESULTAT FINANCIER	(V-VI)	-27 802	-29 045
3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(I-II) + (V-VI)	27 603	52 135
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		984	
Sur opérations en capital			
Reprises sur provisions et transferts de charges			8 375
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	(VII)	984	8 375
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion		23 253	15
Sur opérations en capital			8 375
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	(VIII)	23 253	8 391
4- RESULTAT EXCEPTIONNEL	(VII-VIII)	-22 269	-15
TOTAL DES PRODUITS	(I+III+V+VII)	4 165 491	3 306 922
TOTAL DES CHARGES	(II+IV+VI+VIII)	4 160 157	3 254 803
5- SOLDE INTERMEDIAIRE	(I-II) + (V-VI)	5 334	52 119
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		54 164	
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		10 058	54 164
EXCEDENT OU DEFICIT		49 440	-2 045

Emplois

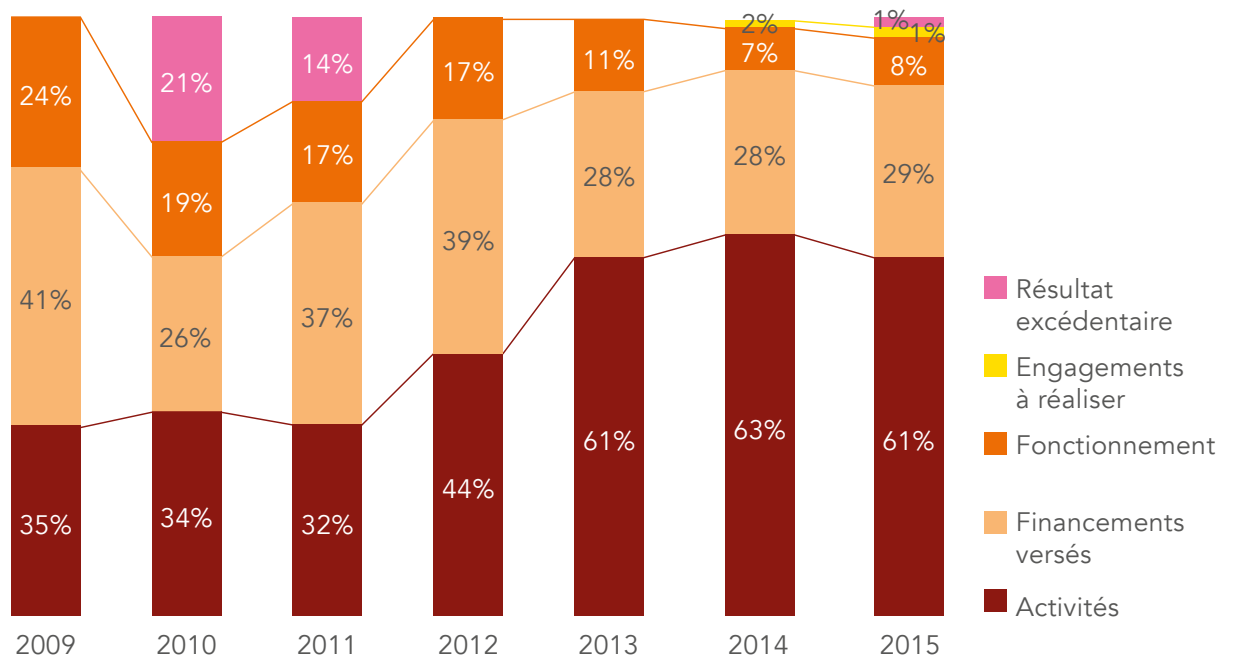
(exprimés en pourcentages arrondis au nombre entier le plus proche)



Le volume général des emplois de Coalition PLUS augmente de +26% entre 2014 et 2015. Ceci est d'abord dû à une hausse importante des charges d'activités (+24%) liées au démarrage de projets financés par UNITAID et Expertise France, ainsi qu'à la nette montée en charges de nos activités de plaidoyer décentralisées, cofinancées pour moitié par l'Agence française de développement (AFD). A noter que le volume d'heures de collecte investi hors France (sous forme de prêts ou avances de trésorerie) est passé de 1 945 à 4 193 pour la Belgique via Coalition PLUS Belgique, de 0 à 1892 pour la Suisse via Coalition PLUS Suisse et de 4 000 à 4 270 pour Genève via le Groupe sida Genève, notre membre

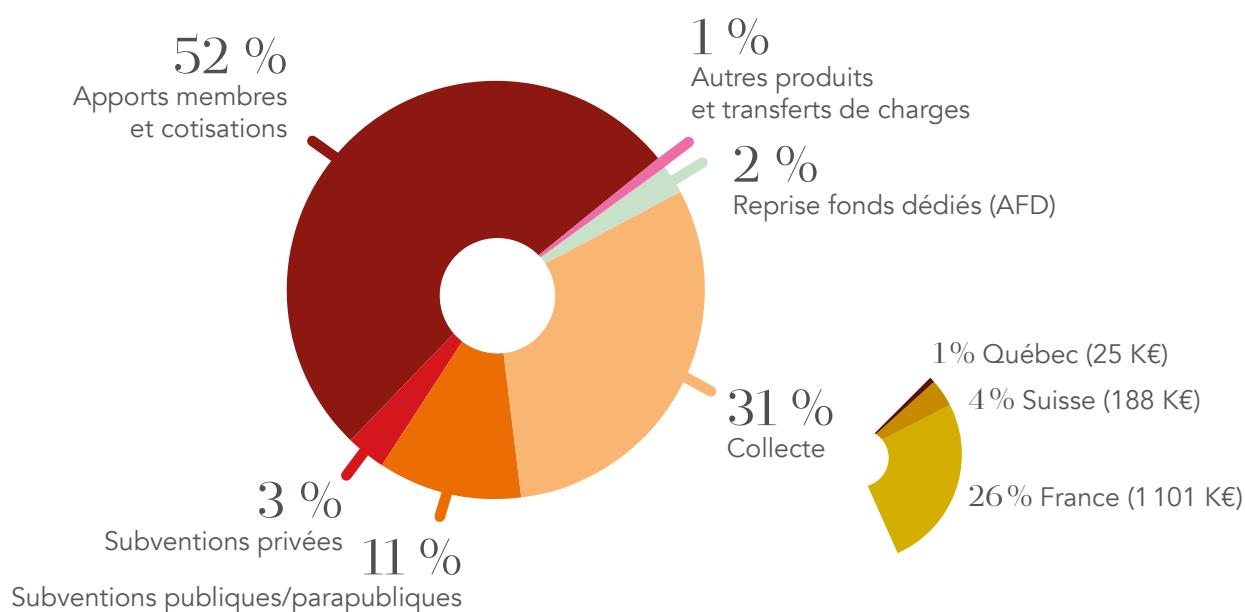
suisse qui rétrocède la moitié des produits nets de ses activités de collecte à Coalition PLUS pour soutenir les activités de nos membres africains. Les charges de fonctionnement progressent quant à elles de +47% par rapport à 2014, en raison du renforcement du service financier pour la tenue de la comptabilité et de l'augmentation naturelle des charges indirectes liées à la hausse du volume global des activités. Le niveau du fonctionnement par rapport au total des emplois demeure faible, s'élevant à 8% (+1% par rapport à 2014). Environ 14% des charges indirectes de fonctionnement sont couvertes par des bailleurs par le biais de contributions à nos frais administratifs.

Évolution des emplois



Ressources

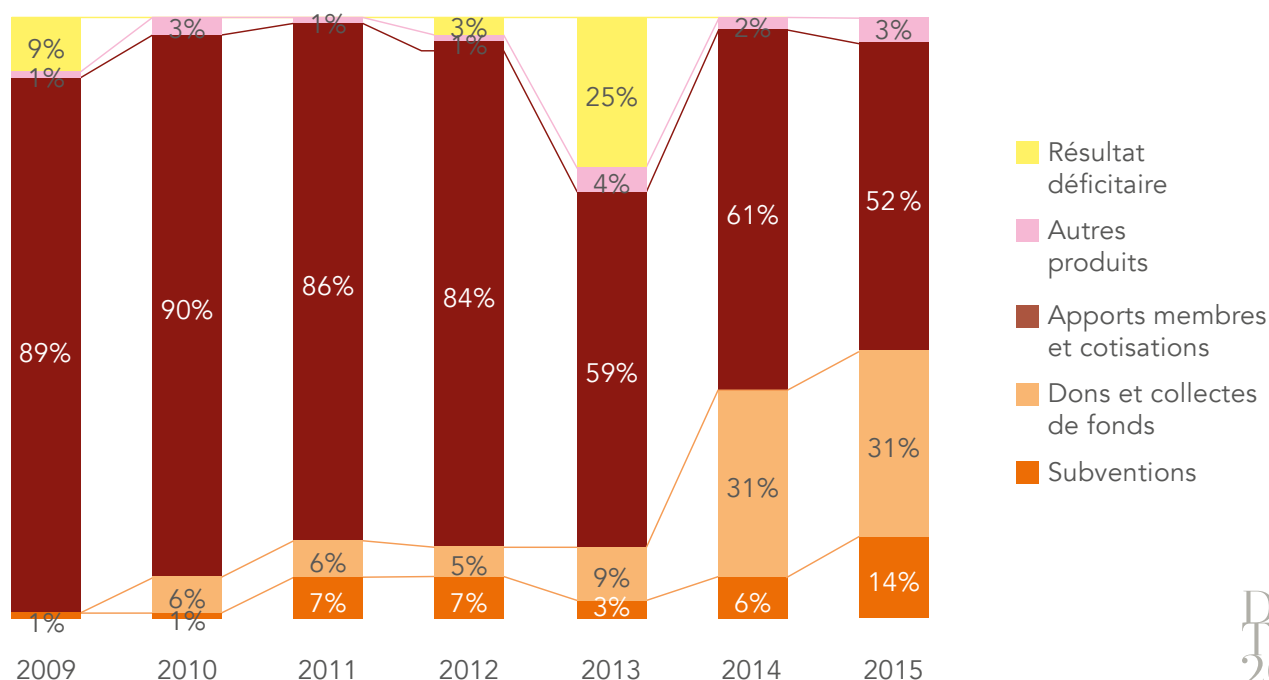
(exprimées en pourcentages arrondis au nombre entier le plus proche)



Nous assistons à une augmentation de près de +28% des ressources de Coalition PLUS par rapport à 2014. Les investissements dans la collecte de rue continuent de porter leurs fruits, dans la mesure où les produits issus des dons ont augmenté de plus de 28% entre 2014 et 2015, se maintenant au tiers du total des produits de notre union. Avec une progression de +406 K€, les subventions présentent la plus forte augmentation du poste des ressources par

rapport à l'an dernier. Leur part dans les ressources totales de Coalition PLUS augmente ainsi progressivement pour atteindre 14% en 2015, traduisant en cela la diversification des ressources de notre union. En proportion du total des ressources, l'apport des membres diminue, passant de 61% à 52% malgré l'augmentation de la contribution de notre membre français AIDES (+200 K€).

Évolution des ressources



DEVENIR DONATEUR

Agissons ensemble : vos dons font nos actions !

Devant l'ampleur de la tâche et les énormes besoins des populations les plus vulnérables à l'épidémie de VIH/sida, Coalition PLUS multiplie ses sources de financement et les pérennise. C'est pourquoi nous avons besoin de votre générosité et de votre engagement. Vos dons permettent concrètement à Coalition

PLUS de développer ses programmes et d'apporter un appui aussi précieux qu'indispensable à ses adhérents dans leurs actions de recherche communautaire, de plaidoyer, de prévention et de soutien aux malades sur le terrain. N'hésitez pas à contacter nos services donateurs pour toute question ou demande.



Coalition Internationale Sida, PLUS

IBAN : FR76 4255 9000 0341 0200 3710 419

BIC : CCOPFRPPXXX

Service donateurs :

Tour Essor – 14 rue Scandicci
93508 Pantin Cedex
Tél : + 33 (0) 1 77 93 97 25
Email : dons@coalitionplus.org



Coalition PLUS Belgique

IBAN : BE95 3631 4543 3958

BIC : BBRU-BE-BB

Service donateurs :

Rue Sainte-Anne 20
1000 Bruxelles
Tél : + 32 (0) 2 502 89 48
Email : servicedonateurs@coalitionplus.org



Coalition PLUS Suisse

IBAN : CH48 0078 8000 0504 7817 8

BIC : BCGECHGGXXX

Service donateurs :

Rue du Grand-Pré 9
1202 Genève
Tél : + 41 (0) 22 342 40 53
Email : donateurs@coalitionplus.org



Groupe sida Genève

IBAN : CH78 0078 8000 A077 6077 6

BIC : BCGECHGGXXX

Service donateurs :

Rue du Grand-Pré 9
1202 Genève
Tél : 41 (0) 22 794 14 04
Email : donateurs@groupesida.ch



Association de lutte contre le sida (ALCS)

RIB : 007 780 000 3562000000058 24

BIC : BCMAMAMCXXX

Service donateurs :

Rue Salim Cherkaoui
Quartier des hôpitaux
20360 Casablanca
Tél : +212 (0) 5 22 20 20 76
Email : alcs.dons@gmail.com

Coalition PLUS est labellisée « Don en confiance »

Le Comité de la Charte du Don en confiance est une association loi 1901 de droit privé, agissant en toute indépendance des pouvoirs publics. Elle a été créée en 1989 par de grandes associations et fondations sociales et humanitaires soucieuses de préserver et développer une relation de confiance avec leurs donateurs. Sa vocation est de promouvoir, à travers le label « Don en confiance » qu'elle accorde à ses membres, une plus grande rigueur pour permettre le don en confiance. Dans cette optique, elle a élaboré une Charte de déontologie à destination des associations et fondations faisant appel public à la générosité. Elle réunit aujourd'hui plus de 80 organisations, qui y adhèrent volontairement et s'engagent non seulement à respecter cette charte, mais également à se soumettre à son contrôle continu.

À l'issue de la période d'instruction de sa candidature, Coalition PLUS a obtenu le label « Don en confiance ». Cette labellisation signifie que Coalition PLUS satisfait aux quatre grands principes : transparence, respect du donateur, rigueur de la gestion, gestion désintéressée. Ce label est délivré pour trois ans renouvelables, au cours desquels un contrôle continu de respect de ces exigences est assuré par le Comité de la Charte du Don en confiance.

Nous tenons à ce label et en sommes très fiers. La raison en est simple : chaque donateur a le droit de savoir comment est dépensé son argent et d'être assuré que Coalition PLUS fonctionne en toute transparence.

Pour en savoir plus sur le label « Don en confiance » : www.donenconfiance.org



14, rue Scandicci, Tour Essor
93500 Pantin Cedex, France
Tél. : + 33 1 77 93 97 25
coalitionplus@coalitionplus.org
www.coalitionplus.org



Membre de la Coalition Internationale Sida 
4 Avenida Paris, 1° direito
1000-228 Lisboa, Portugal
Tél. : +351 210 967 826
geral@gatportugal.org
www.gatportugal.org



Membre de la Coalition Internationale Sida 
14, rue Scandicci, Tour Essor
93500 Pantin Cedex, France
Tél. : +33 1 41 83 46 37
aides@aides.org
www.aides.org



Membre de la Coalition Internationale Sida 
9, rue du Grand-Pré
1202 Genève, Suisse
Tél. : +41 22 700 15 00
info@groupesida.ch
www.groupesida.ch



Membre de la Coalition Internationale Sida 
Rue Salim Cherkaoui
Quartier des hôpitaux
20360 Casablanca, Maroc
Tél. : +212 522 22 31 13
alcs@menara.ma
www.alcs.ma



Membre de la Coalition Internationale Sida 
829, Av. Humboldt
Cochabamba, Bolivia
Tél. : +591 4410296
direccion@idhbolivia.org
www.idhbolivia.org



Membre de la Coalition Internationale Sida 
88, Av. des Etats-Unis
Centre Turiho
Kigobe Nord, Bujumbura, Burundi
Tél. : +257 22 215977
anss_turiho@yahoo.fr
www.anssburundi.bi



Membre de la Coalition Internationale Sida 
Bosmediano E14-38
y Gonzalez Suarez
170511 Quito, Equateur
Tél. : +593 2 2449 585
Kimirina@kimirina.org
www.kimirina.org



Membre de la Coalition Internationale Sida 
21 bis, rue J. Pandit Nehru
Port Louis, Ile Maurice
Tél. : +230 210 7047/75
info@pils.mu
www.pils.mu



Membre de la Coalition Internationale Sida 
49, Bd. Eroii Sanitari, Sector 5
050471 Bucarest, Roumanie
Tél. : +4021 318 82 51
aras@arasnet.ro
www.arasnet.ro



Membre de la Coalition Internationale Sida 
BP E2561, Bamako, Mali
Tél. : +223 20 23 72 59
arcadsida@arcadsida.org
www.arcadsida.org



Membre de la Coalition Internationale Sida 
01 BP 382, Bobo-Dioulasso
Burkina Faso
Tél. : +226 20 97 05 17
revs@fasonet.bf
www.revs.bf



Membre de la Coalition Internationale Sida 
1, rue Sherbrooke Est
Montréal, Québec H2X 3V8
Canada
Tél. : 1 866 535 0481
info@cocqsida.com
www.cocqsida.com



Membre de la Coalition Internationale Sida 
A30, avenue MPOZO
Quartier Matonge
Commune de KALAMU
Kinshasa, RDC
Tél. : +24 349 98 66 484 1
contact@acsamocongo.org
www.acs-amocongo.njno.info



Coalition Internationale Sida, PLUS
Siège social : Tour Essor – 14 rue Scandicci
93508 Pantin Cedex – France
Tél : + 33 (0) 1 77 93 97 25 – Fax : + 33 (0) 1 77 93 97 09
Email : coalitionplus@coalitionplus.org
www.coalitionplus.org

